

Contribution de Monsieur H.A.F.M.O. Van MIERLO,

Représentant du gouvernement néerlandais à la Convention européenne

Deuxième séance, le 21 mars 2002

Mesdames et Messieurs les membres de la Convention,

Relater un siècle d'histoire de l'Europe en trois minutes, c'est comme graver la 9^e Symphonie de Beethoven sur un 78 tours.

Je vous invite à considérer avec moi l'Europe sous deux perspectives, de l'intérieur et de l'extérieur. Cela donne une image paradoxale.

Vue de l'intérieur, c'est-à-dire par le citoyen d'un État membre, l'Europe n'existe pas. C'est une abstraction avec laquelle il n'a aucun lien affectif, bien qu'elle détermine toujours plus son sort.

Vue de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de l'Europe, l'Europe existe sans conteste, mais elle reste une entité qui n'a rien à offrir, elle est décevante et lacunaire.

Si l'on me demandait quelle Europe je souhaite pour le XXI^e siècle, je répondrais une Europe débarrassée de cette image négative. Je veux pas parler aujourd'hui de finalité ultime, et je réprime mon naturel « supranational ». La clarté forcée ne nous avancera à rien. Dans l'immédiat, la ligne de conduite doit être : coopérer là où c'est possible, intégrer là où c'est nécessaire. Faire ce qu'il y a à faire. L'étape suivante se précisera alors progressivement.

L'Europe vue par ses citoyens

Que l'Europe soit perçue par le citoyen comme une abstraction qui ne le concerne pas, c'est là un constat inquiétant, car l'Europe détermine toujours plus profondément son quotidien. C'est là que réside le véritable déficit démocratique, et il est causé par l'absence de tout lien entre le citoyen et Bruxelles. Lors des élections du Parlement européen, il est clair comme le jour que l'électeur ne pense pas, ne se sent pas et ne vote pas européen, mais national.

Nos efforts pour rapprocher l'Europe du citoyen resteront lettre morte si nous n'agissons pas pour le sensibiliser à cela, par l'enseignement et l'éducation, par la connaissance et l'émotion. Et surtout, par l'abandon de l'opinion dangereuse selon laquelle la démocratie va de soi et est éternelle.

Pour cette raison, l'Europe doit se préoccuper activement – de façon mesurée – de l'enseignement dans les États membres ; il ne s'agit pas de régler l'enseignement, comme Peter Hain l'a déjà fait observer à juste titre, mais de transmettre à nos enfants la connaissance et le sens de cette valeur indispensable et ô combien fragile qu'est la démocratie. L'Europe doit faire en sorte d'être comprise. Ses institutions doivent se distinguer par une plus grande clarté, une plus grande visibilité, par davantage de capacité à administrer et davantage de contrôle. Cela passe par le renforcement du pouvoir de contrôle du Parlement dans tous les domaines d'action.

Cela passe aussi par la simplification et la clarification des traités, et par l'inscription, dans les traités, des droits sociaux fondamentaux.

Nous voulons une amélioration et un renforcement du Conseil et du Conseil européen, mais pas au détriment de la Commission. L'essence de la méthode communautaire, c'est de partir de l'intérêt commun, alors que la démarche intergouvernementale se fonde d'abord sur les

intérêts nationaux. C'est vrai pour la politique intérieure et, à terme, cela vaut même pour la politique étrangère.

C'est vrai, sous la deuxième perspective, vue de l'extérieur, l'Europe existe sans conteste, mais elle n'a rien à offrir. Nous n'avons pas développé d'instrument qui permette de défendre et de transmettre de façon appropriée les idéaux européens de solidarité, de respect, de droits fondamentaux et d'État de droit. Notre influence politique reste très en deçà du potentiel économique que nous représentons.

Cet instrument, nous devons le réaliser, pour créer une voix européenne unique, mais aussi pour rendre visible et défendre la conception d'un capitalisme européen tempéré par des droits sociaux fondamentaux.

Un premier pas a été franchi dans cette direction avec le haut représentant. Les initiatives communes du haut représentant et de la Commission justifieraient la prise de décision par le Conseil à la majorité qualifiée.

Mais, quoi qu'il en soit, l'existence d'un véritable espace pour une politique européenne commune dépend avant tout de la disposition des grands pays à laisser naître un tel espace.